

REPUBLIQUE FRANCAISE



COMMUNE de LAURENS

DOSSIER : N° DP 034 130 25 00052

Déposé le : 30/06/2025

Dépôt affiché le : 11/08/2025

Complété le : 09/08/2025

Demandeur : Monsieur Rivard Didier

Nature des travaux : Construction d'un abri de jardin

Sur un terrain sis à : La tour à LAURENS (34480)

Référence(s) cadastrale(s) : 34130 D 566

ARRÊTÉ

D'opposition à une déclaration préalable Au nom de la commune de LAURENS

Le Maire de la Commune de LAURENS

VU la déclaration préalable présentée le 30/06/2025 par Monsieur Rivard Didier,

VU l'objet de la déclaration :

- Pour la construction d'un abri de jardin ;
- Sur un terrain situé : La tour à LAURENS (34480)
- Pour une surface de plancher créée de 8 m² ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 22/06/2007- modifié le 06/10/2008 et le 13/12/2010, sa révision simplifiée en date du 07/11/2011 et ses modifications simplifiées approuvées les 03/09/2012 et 06/05/2024 ;

Vu la réglementation en zone N ;

Vu l'avis de renonciation à prescrire du Service Régional de l'Archéologie en date du 30/06/2025,

Considérant que le projet est situé en zone N, zone destinée à assurer : la sauvegarde des sites naturels, coupures d'urbanisation, paysages et écosystèmes ; la protection contre les risques naturels et les nuisances,

Considérant que dans la zone N, les abris de jardin ne sont pas autorisés,

Considérant que le projet ne respecte pas la réglementation en vigueur,

ARRÊTE

Article Unique : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'**opposition** pour les motifs susvisés. Vous ne pouvez donc pas entreprendre vos travaux.

LAURENS, le 28/08/2025

L'Adjoint délégué à l'urbanisme,

Jacques ROMERO



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr